

## **COUR ADMINISTRATIVE**

Numéro 28803C du rôle  
Inscrit le 30 juin 2011

---

### **Audience publique du 12 janvier 2012**

**Appel formé par  
Monsieur ... .., ...,  
contre un jugement du tribunal administratif du 19 mai 2011 (n° 26984 du  
rôle) rendu dans un litige l'ayant opposé à une décision du conseil  
communal de la Ville de ...  
en matière de licenciement**

---

Vu la requête d'appel, inscrite sous le numéro 28803C du rôle et déposée au greffe de la Cour administrative le 30 juin 2011 par Maître Jean-Marie BAULER, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur ... .., artisan en service provisoire au service des eaux auprès de l'administration communale de la ville de ..., demeurant à L-..., dirigée contre le jugement rendu par le tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg le 19 mai 2011 (n° 26984 du rôle) par lequel ledit tribunal, après s'être déclaré incompétent pour connaître du recours principal en réformation, a rejeté pour manquer de fondement le recours subsidiaire en annulation introduit par Monsieur ... à l'encontre d'une décision du conseil communal de la ville de ... du 1<sup>er</sup> mars 2010 prononçant son licenciement avec préavis d'un mois, avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010, en révoquant son admission au service provisoire ;

Vu l'exploit de l'huissier de justice suppléant Gilles HOFFMANN, en remplacement de l'huissier de justice Carlos CALVO, demeurant à Luxembourg, du 28 septembre 2011, portant signification de ce recours à l'administration communale de la ville de ..., établie à L-..., représentée par son collègue des bourgmestre et échevins actuellement en fonctions ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 21 octobre 2011 par Maître Jean KAUFFMAN, avocat à la Cour, inscrit au tableau de

l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom et pour compte de l'administration communale de la ville de ... ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 21 novembre 2011 en nom et pour compte de l'appelant ;

Vu le mémoire en duplique déposé au greffe de la Cour administrative le 19 décembre 2011 au nom de l'administration communale de la ville de ... ;

Vu les pièces versées au dossier et notamment le jugement entrepris;

Le rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Maître Jonathan HOLLER, en remplacement de Maître Jean-Marie BAULER, et Maître Jean KAUFFMAN en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 5 janvier 2012.

---

Lors de sa séance du 1<sup>er</sup> mars 2010, le conseil communal de la ville de ... décida de révoquer l'admission au service provisoire au service des eaux dans la carrière de l'artisan de Monsieur ... ..., nommé provisoirement par la délibération du 28 janvier 2008 et entré en service le 17 mars 2008, et prononça son licenciement avec un préavis d'un mois, et ceci avec effet au 1<sup>er</sup> avril 2010, avec dispense de l'exécution du travail pendant la période de préavis, sur base de la motivation suivante :

*« Considérant qu'il résulte des informations fournies par le collège échevinal qu'un fonctionnaire en service provisoire occupé au service des eaux dans la carrière de l'artisan a commis des faits susceptibles de constituer un manquement grave aux obligations inhérentes à sa fonction ; que les faits ont sérieusement ébranlé la confiance de l'employeur vis-à-vis du fonctionnaire en question ;*

*Considérant qu'il s'agit en l'occurrence de Monsieur ... ..., né ... et demeurant à L-... ;*

*Considérant que l'intéressé s'est vu reprocher en substance :*

- de ne pas avoir obtempéré aux ordres de ses supérieurs hiérarchiques sinon de ne pas avoir exécuté les tâches lui confiées avec zèle et exactitude ; de s'être procuré volontairement ou non un avantage matériel en utilisant outre mesure et à des fins privées le téléphone portable du service ;*
- d'avoir manqué à plusieurs reprises de faire preuve du comportement digne, civile et courtois, tel qu'il peut légalement être exigé d'un fonctionnaire communal tant en ses relations avec le citoyen qu'avec ses collègues de travail ;*
- d'avoir accumulé des absences non motivées sous forme de retards répétés de début de service, sinon de ne pas s'être conformé aux devoirs de disponibilité ;*

- *de montrer une incapacité professionnelle et une incapacité de développement de compétences ;*

*Considérant que suite à plusieurs rappels à l'ordre oraux restés sans effet, Monsieur ... a été convié à un entretien de service fixé au 18 novembre 2009 ; qu'à cette occasion l'intéressé a pu présenter aux responsables du service des eaux son point de vue sur les reproches formulés à son encontre ; que les arguments que Monsieur ... a avancés n'ont pas permis de fournir des éléments d'explication suffisamment pertinents pour le mettre hors cause ;*

*Considérant qu'il s'est avéré que par ses agissements l'intéressé a enfreint aux articles (sic) 11 sub 1), 11 sub 2), 12 sub 1)-1, 12 sub 1)-2, 12 sub 2), 14 sub 1) et 16 sub 1) de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;*

*Considérant que le collège échevinal, se ralliant à la proposition motivée du 8 décembre 2009 du chef de service du service des eaux, dûment avisée par l'ingénieur-directeur adjoint de l'administration des travaux et des services techniques – hygiène et eaux, a proposé le 23 décembre 2009 de faire entamer la procédure en révocation du service provisoire à l'encontre de Monsieur ... préqualifié, par application des dispositions de l'article 4) sub 3 de la loi modifiée du 24 décembre 1985 précitée ;*

*Considérant que Monsieur ... a été informé de cette décision par un courrier lui adressé en date du même 23 décembre 2009 ;*

*Considérant que par une lettre du 15 janvier 2010 à l'adresse du collège échevinal, Monsieur ... a pris position, par l'intermédiaire de son conseil M<sup>e</sup> Anne-Marie Schmit, quant au courrier de l'administration communale du 23 décembre 2009 en l'affaire ; qu'il ressort de cet écrit que Monsieur ... conteste en principal les manquements retenus à son encontre ; que l'explicatif n'a cependant pas permis de justifier les agissements de l'intéressé (...) ».*

Cette décision du 1<sup>er</sup> mars 2010 fut notifiée à Monsieur ... par lettre recommandée avec accusé de réception du 17 mars 2010.

Par requête déposée le 7 juin 2010, Monsieur ... saisit le tribunal administratif d'un recours tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation de la décision communale précitée du 1<sup>er</sup> mars 2010.

Par jugement du 19 mai 2011, le tribunal administratif se déclara incompétent pour connaître du recours en réformation, reçut le recours en annulation en la forme, au fond, le rejeta pour manquer de fondement, tout en rejetant en outre la demande de Monsieur ... tendant à voir ordonner l'effet suspensif de son recours contentieux pendant le délai et l'instance d'appel et sa demande tendant à se voir allouer une indemnité de procédure et en le condamnant au frais.

Par requête déposée le 30 juin 2011 au greffe de la Cour administrative, Monsieur ... a relevé appel du jugement du 19 mai 2011.

L'administration communale de la ville de ... déclare se rapporter à prudence de justice en ce qui concerne le respect du délai légal pour agir, tout en soulevant le non-respect du délai légal dans lequel la requête d'appel lui aurait dû être signifiée et elle conclut à voir déclarer l'appel irrecevable sinon caduc.

L'appelant déclare se rapporter à la sagesse de la Cour et *« précise que non seulement l'intimée avait constitué avocat lors de la procédure en première instance, qu'elle a pu également constituer avocat suite à la signification de la requête d'appel et prendre un mémoire en réponse dans le délai imparti mais encore et surtout l'intimée n'éprouve, du fait de la signification tardive, aucun préjudice et notamment quant aux droits de la défense puisque les délais sont suspendus pendant les vacances judiciaires »*. Il entend appuyer son argumentaire en faisant état d'un jugement du tribunal administratif du 26 mai 2004 (n° 17274 du rôle), confirmé en instance d'appel par arrêt du 24 février 2005 (n° 18325C du rôle).

Aux termes de l'article 39 de la loi modifiée du 21 juin 1999 portant règlement de procédure devant les juridictions administratives *« (1) L'appel est interjeté par une requête déposée au greffe de la Cour administrative, ... et signifiée aux parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées.*

*(2) Faute par le requérant de signifier son recours dans le mois du dépôt du recours, celui-ci est caduc.*

*(3) Le dépôt de la requête d'appel vaut signification à l'Etat (...) ».*

L'article 39 paragraphe (1) prérelaté est formel pour exiger que la requête d'appel est à signifier à toutes les parties ayant figuré en première instance ou y ayant été dûment appelées.

Selon le paragraphe (2) du même article 39, l'exigence de signification doit non seulement intervenir dans le délai d'un mois à partir du dépôt de la requête d'appel, mais encore se trouve être prévue sous peine de caducité, les dispositions de l'article 29 de la même loi ne trouvant partant point application (cf. Cour adm. 6 décembre 2007, n° 23294C du rôle, Pas. adm. 2010, V° Procédure contentieuse, n° 740). En effet, ledit article 29 ne vise que les non-observations des règles de procédure entraînant l'irrecevabilité d'un recours et non pas la non-observation de l'exigence légale du respect du délai d'un mois dans lequel la signification du recours doit être faite, laquelle se trouve expressément sanctionnée par la loi par la caducité du recours. Pour cette raison, la jurisprudence invoquée n'est pas transposable au cas d'espèce, étant donné qu'il y était question d'un problème de recevabilité d'un recours pour non-observation d'une règle de procédure, en l'occurrence en rapport avec le lieu de signification, et non pas un non-respect du délai de signification.

Par ailleurs, la suspension des délais entre le 16 juillet et le 15 septembre, telle que prévue à l'article 46 (3) de la loi du 21 juin 1999, précitée, n'a expressément trait qu'aux délais d'instruction fixés aux paragraphes (1) et (2) dudit article et ne saurait partant s'appliquer au délai d'appel et/ou au délai de signification prévu à l'article 39 (2).

En l'espèce, il est constant qu'à la requête du demandeur initial, appelant actuel, la requête d'appel a été signifiée à l'administration communale de la ville de ..., auteur de la décision litigieuse et partie défenderesse initiale, en date du 28 septembre 2011, alors que la requête d'appel avait déjà été déposée au greffe de la Cour en date du 30 juin 2011, c'est-à-dire pratiquement 3 mois après ledit dépôt au greffe de la Cour.

Ainsi, au prescrit clair et précis de l'article 39 précité, pris en ses paragraphes 1<sup>er</sup> et 2, ensemble les considérations ci-avant relevées en rapport avec la non-suspension du délai légal d'un mois pendant le congé judiciaire du 16 juillet au 15 septembre et la non-applicabilité de l'article 29 de la loi du 21 juin 1999, précitée, il s'ensuit que l'appel encourt la caducité pour non-respect de l'exigence légale de signification de la requête d'appel dans le délai d'un mois aux parties ayant figuré ou été appelées en première instance.

Au vue de l'issue du litige la demande de l'appelant tendant à se faire allouer une indemnité de procédure pour chaque instance est à rejeter.

Concernant la demande de l'administration communale de la ville de ... tendant à se faire allouer une indemnité de procédure, cette demande est également à rejeter, les conditions légales pour l'octroi d'une telle indemnité n'étant pas remplies en l'espèce.

### **Par ces motifs,**

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties,

déclare l'appel caduc ;

rejette les demandes de Monsieur ... et de l'administration communale de la ville de ... tendant à se voir allouer une indemnité de procédure ;

condamne l'appelant aux dépens de l'instance d'appel.

Ainsi délibéré et jugé par :

Henri CAMPILL, premier conseiller,  
Serge SCHROEDER, conseiller,  
Lynn SPIELMANN, conseiller,

et lu par le premier conseiller en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour Erny MAY.

s. MAY

s. CAMPILL